

ÉDITORIAL
ALAIN
NARINX**Tentative de coup d'État au Burundi**

Respecter l'esprit d'Arusha

Le président Pierre Nkurunziza porte une lourde responsabilité dans la crise burundaise. En annonçant sa candidature pour un troisième mandat, il a violé la constitution – l'approbation qu'il a extorquée à la Cour constitutionnelle n'est qu'une pantalonade – et il a surtout bafoué les accords d'Arusha. Signés en 2000 sous l'égide de Nelson Mandela, ceux-ci sont le socle de la réconciliation et de la paix au Burundi après des années sanglantes de guerre civile. En ne respectant pas une de ses clauses, c'est tout le fragile édifice qui risque de s'écrouler. Aujourd'hui, Pierre Nkurunziza n'est tout simplement plus l'avenir de son pays.

L'enjeu dépasse de loin les frontières du Burundi. Les différents peuples d'Afrique n'en peuvent plus

de ces petits autocrates qui s'accrochent à tout prix au pouvoir, souvent dans le seul but de servir leurs intérêts, leurs privilèges et ceux de leurs proches. Les populations civiles aspirent au changement, à l'alternance, à la possibilité de choisir, au respect des droits humains, bref à la démocratie. Des élections libres et le respect d'un

État de droit en sont des jalons importants, même si le continent souffre de beaucoup d'autres maux, en particulier la corruption, endémique.

En novembre dernier, au Burkina Faso, le président Blaise Compaoré a été déchu après de violentes manifestations. Il voulait modifier la constitution pour rester au pouvoir... A contrario, il y a quelques semaines, le Nigeria, le pays le plus peuplé du continent, a connu une transition pacifique: le président sortant Jonathan a reconnu sa défaite dans les urnes face à l'opposant Buhari.

Le Nigeria doit servir d'exemple. Par exemple pour le Congo où Joseph Kabila, réélu non sans controverses en 2011, serait tenté de jouer les prolongations au-delà de la présidentielle prévue en 2016 en retardant à l'infini l'organisation du scrutin. Des élections crédibles, pacifiques, organisées dans les délais prévus, sont nécessaires. Kabila doit s'en aller en 2016. Sinon la déflagration à Kinshasa risque d'être terrible.